

Considérant qu'il est urgent d'adapter les normes d'agrément des services V afin de permettre aux gestionnaires de reconvertis progressivement leur service V;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'annexe de l'arrêté royal du 15 avril 1985 complétant l'arrêté royal du 23 octobre 1984 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, est insérée une rubrique IV, rédigée comme suit :

« IV. Reconversion progressive en maison de repos et de soins.

Si le gestionnaire d'un service pour le traitement des malades chroniques s'engage à reconvertis le service progressivement, sur une période de trois ans, en maison de repos et de soins et que le Ministre compétent pour l'application de la programmation et l'agrément d'hôpitaux et de maisons de repos et de soins, y consent, les patients, admis dans ce service, après le début de la période de reconversion, doivent être fortement tributaires de l'aide de tiers pour pouvoir accomplir les actes essentiels de la vie journalière, et, en outre, satisfaire à au moins une des deux conditions suivantes :

1^o soit se trouver dans deux des situations suivantes :

- être grabataire;
- ne pouvoir s'alimenter seule de façon à ce qu'un aidant doive nourrir le patient;
- nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
- souffrir d'incontinence chronique;

2^o soit être atteinte de troubles sérieux d'orientation dans le temps et dans l'espace. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

2 AUGUSTUS 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 août 1980 fixant le montant de la réduction de l'intervention de l'assurance en cas d'hospitalisation ou de séjour dans un centre de rééducation

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1983 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 25, § 5, modifié par la loi du 8 août 1980 et § 6, modifié par les lois des 24 décembre 1983, 5 juillet 1971, et 8 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 20 août 1980 fixant le montant de la réduction de l'intervention de l'assurance e. cas d'hospitalisation ou de séjour dans un centre de rééducation, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 12 avril 1984 et 13 août 1984;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité émis le 29 juillet 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Overwegende dat het dringend geboden is de erkenningsnormen van de V-diensten aan te passen ten einde de beheerders toe te laten hun V-dienst progressief om te schakelen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten. Wij :

Artikel 1. In bijlage van het koninklijk besluit van 15 april 1985 houdende aanvulling van het koninklijk besluit van 23 oktober 1984 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, wordt een rubriek IV ingevoegd waarvan de tekst luidt als volgt:

« IV. Progressieve omschakeling naar rust- en verzorgingstehuis.

Indien de beheerder van een dienst voor de behandeling van zieken die lijden aan langdurige aandoeningen zich ertoe verbindt de dienst progressief, over een periode van drie jaren, om te schakelen naar rust- en verzorgingstehuis, en de Minister bevoegd voor de toepassing van de programmatie en de erkenning van ziekenhuizen en van rust- en verzorgingstehuizen, hiermee instem dan moeten de patiënten, die in deze dienst worden opgenomen nadat de periode van omschakeling is gestart, in sterke mate afhankelijk zijn van de hulp van derden om de essentiële handelingen van het dagelijks leven te kunnen vervullen en daarenboven aan tenminste één van de twee volgende voorwaarden voldoen :

1^o hetzij zich bevinden in twee van de volgende situaties :

- bedlegerig zijn;
- zelf niet alleen kunnen eten zodat een helper de patiënt moet voeden;
- iedere dag een volledig toilet behoeven dat door een andere persoon wordt uitgevoerd;
- lijden aan chronische incontinentie;

2^o hetzij ernstig gestoord zijn in de oriënteringszin voor tijd en ruimte. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

2 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 augustus 1980 tot vaststelling van het bedrag van de vermindering van de verzekeringstegeemoetkoming in geval van opneming in een ziekenhuis of van verblijf in een revalidatiecentrum

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1983 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 25, § 5, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980 en § 6, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1983, 5 juli 1971 en 8 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1980 tot vaststelling van het bedrag van de vermindering van de verzekeringstegeemoetkoming in geval van opneming in een ziekenhuis of van verblijf in een revalidatiecentrum, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 1984 en 13 augustus 1984;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 29 juli 1985;

Gelet op de wetten 'op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite que les dispositions administratives relatives à l'application du présent arrêté soient prises au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 août 1980 fixant le montant de la réduction de l'intervention de l'assurance en cas d'hospitalisation ou de séjour dans un centre de rééducation, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf si les dispositions de l'article 1^{er bis} sont d'application, l'intervention de l'assurance en cas d'hospitalisation visée à l'article 23, 7^o ou afférente aux affections visées à l'article 23, 6^o, ainsi que d'hospitalisation ou de séjour dans un centre de rééducation fonctionnelle ou professionnelle en application de l'article 23, 8^o et 9^o de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, est diminuée de 125 F par jour. »;

2^o dans l'alinéa 3, les mots « ou lorsque l'hospitalisation dans un hôpital psychiatrique visé à l'arrêté royal du 3 août 1976 fixant les critères de programmation des services psychiatriques hospitaliers se prolonge au-delà de 180 jours » sont supprimés;

3^o il est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque l'hospitalisation dans un hôpital psychiatrique visé à l'arrêté royal du 3 août 1976 fixant les critères de programmation des services psychiatriques hospitaliers se prolonge au-delà d'un an, l'intervention de l'assurance est cependant réduite :

a) de 152 F, s'il s'agit de bénéficiaires visés sous a de l'alinéa précédent;

b) de 203 F, s'il s'agit de bénéficiaires visés sous b de l'alinéa précédent;

c) de 348 F, s'il s'agit de bénéficiaires visés sous c de l'alinéa précédent. ».

Art. 2. Un article 1^{er bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 1^{er bis}. En cas d'admission dans un service hospitalier visé à la rubrique IV de l'annexe de l'arrêté royal du 15 avril 1965 complétant l'arrêté royal en date du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, l'intervention de l'assurance pour tous les bénéficiaires admis dans ce service, et sans préjudice de la date de cette admission, est diminuée de 118 F par jour.

Du deuxième au sixième semestre suivant l'agrément du service en question comme service hospitalier visé à la rubrique IV de l'annexe de l'arrêté royal du 15 avril 1965 susvisé, ce montant est augmenté de 118 F par jour de ce semestre supplémentaire.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent cependant pas si l'apparition que l'application des dispositions de l'article 1^{er} entraîne une diminution plus importante de l'intervention de l'assurance dans le chef du bénéficiaire concerné. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « aux alinéas 3 et 4 »;

2^o il est complété par l'alinéa suivant :

« Les montants prévus à l'article 1^{er bis} sont liés à l'indice pivot 196,36 de l'indice des prix à la consommation; ils sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année à l'indice pivot auquel les prestations sociales sont payées à cette date. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1^{er}, 1^o et 2, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1986 et de l'article 1^{er}, 3^o, a, b et c qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 1985.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een efficiënte werking van de Rijksadministratie vereist dat de administratieve schikkingen met betrekking tot de toepassing van dit besluit zo vlug mogelijk dienen te worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1980 tot vaststelling van het bedrag van de vermindering van de verzekeringstegemoetkoming in geval van opneming in een ziekenhuis of van verblijf in een revalidatiecentrum worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Behoudens indien de bepalingen van artikel 1^{er bis} van toepassing zijn, wordt in geval van opneming in een ziekenhuis zoals bedoeld in artikel 23, 7^o of betrekking hebbend op de aandoeningen die zijn bedoeld in artikel 23, 6^o, alsook van opneming in een ziekenhuis of verblijf in een centrum voor revalidatie of herscholing bij toepassing van artikel 23, 8^o en 9^o van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, de verzekeringstegemoetkoming vermindert met 125 F per dag. »;

2^o in het derde lid worden de woorden « of wanneer de opname in een psychiatrisch ziekenhuis als bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende vaststelling van de programmatiecriteria voor de psychiatrische ziekenhuisdiensten langer duurt dan 180 dagen » geschrapt;

3^o het wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de opname in een psychiatrisch ziekenhuis als bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende vaststelling van de programmatiecriteria voor de psychiatrische ziekenhuisdiensten langer duurt dan 1 jaar, wordt de verzekeringstegemoetkoming evenwel verminderd :

a) met 152 F indien het gaat om de in het vorige lid sub a bedoelde rechthebbenden;

b) met 203 F indien het gaat om de in het vorige lid sub b bedoelde rechthebbenden;

c) met 348 F indien het gaat om de in het vorige lid sub c bedoelde rechthebbenden. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1^{er bis} luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 1^{er bis}. In geval van opneming in een ziekenhuisdienst bedoeld in rubriek IV van de bijlage bij het koninklijk besluit van 15 april 1985 houdende aanvulling van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, wordt de verzekeringstegemoetkoming voor alle rechthebbenden die in deze dienst zijn opgenomen, en ongeacht de datum waarop deze opname plaatsvond, vermindert met 118 F per dag.

Vanaf het tweede semester tot en met het zesde semester na de erkennings van de betrokken dienst als ziekenhuisdienst bedoeld in rubriek IV van de bijlage bij het vorenbedoeld koninklijk besluit van 15 april 1985, wordt dit bedrag per bijkomend semester verhoogd met 118 F per dag.

De bepalingen van dit artikel zijn evenwel niet van toepassing in geval de toepassing van de bepalingen van artikel 1 leidt tot een grotere vermindering van de verzekeringstegemoetkoming in hoofde van de betrokken rechthebbende. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o tussen de woorden « derde » en « lid » worden de woorden « en het vierde » ingevoegd;

2^o het wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in artikel 1^{er bis} vastgestelde bedragen zijn gekoppeld aan spilindex 196,36 van het indexcijfer der consumptieprijsen; ze worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de spilindex waaraan de sociale uitkeringen op die datum worden uitbetaald. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, behoudens de artikelen 1, 1^o, en 2, die in werking treden op 1 januari 1986, en artikel 1, 3^o, a, b, en c dat in werking treedt op 1 oktober 1985.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril-Espagne, le 2 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

F. 85 — 1438

2 AOUT 1985. — Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût de l'admission dans certains services hospitaliers

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 24, alinéa 5, modifié par les arrêtés royaux n° 58 du 22 juillet 1982 et n° 132 du 30 décembre 1982;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité émis le 29 juillet 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite que les dispositions du présent arrêté soient publiées au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans les frais de l'admission dans des services hospitaliers visé à la rubrique IV de l'annexe de l'arrêté royal du 15 avril 1965 complétant l'arrêté royal en date du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, n'est attribuée qu'aux bénéficiaires qui :

1^e sont fortement tributaires à la fois de soins et de l'assistance de tierces personnes pour les actes essentiels de la vie journalière;

2^e satisfont à un des critères suivants :

- a) soit se trouver dans deux des situations suivantes :
 - être grabataire;
 - ne pouvoir s'alimenter seul de façon à ce qu'un aidant doive nourrir le bénéficiaire;
 - nécessiter chaque jour une toilette complète, faite par une autre personne;
 - souffrir d'incontinence chronique;
- b) soit être atteint de troubles sérieux d'orientation dans le temps et dans l'espace.

Art. 2. La demande d'obtention de l'intervention visée à l'article 1er est introduite par le service dans lequel le bénéficiaire est hospitalisé, auprès de l'organisme assureur auquel le bénéficiaire est affilié ou inscrit. Le cachet de la poste fait foi pour la date de la demande.

Cette demande doit être accompagnée d'un certificat médical établi par le médecin traitant, d'où il ressort que le bénéficiaire remplit les critères visés à l'article 1er.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire établi par le comité de gestion du Service des soins de santé sur proposition de la commission permanente visée à l'article 32 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril-Spanje, 2 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

N. 85 — 1438

2 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de opname in bepaalde ziekenhuisdiensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 24, vijfde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 58 van 22 juli 1982 en nr. 132 van 30 december 1982;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijkinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 29 juli 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een efficiënte werking van de Riksadministrazione maakt dat de bepalingen van dit besluit zo vlug mogelijk worden bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de kosten van de opname in ziekenhuisdiensten bedoeld in rubriek IV van de bijlage bij het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende aanvulling van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, wordt slechts verleend aan rechthebbenden die :

1^e in sterke mate zijn aangewezen én op verzorging én op bijstand van derde personen bij de essentiële handelingen van het dagelijks leven;

2^e voldoen aan één van de volgende criteria :

a) hetzij zich bevinden in twee van de volgende situaties :

- bedlegerig zijn;
- moeten geholpen worden bij het eten zodat een helper de rechthebbende moet voeden;
- iedere dag een volledig toilet behoeven dat door een ander persoon wordt uitgevoerd;
- lijden aan chronische incontinentie;
- b) hetzij ernstig gestoord zijn in oriënteringszin voor tijd en ruimte.

Art. 2. De aanvraag tot verkrijgen van de in artikel 1 bedoelde tegemoetkoming wordt door de dienst waarin de rechthebbende is opgenomen ingediend bij 'de verzekeringsinstelling waarbij de rechthebbende is aangesloten of ingeschreven. De poststempel geldt als bewijs voor de datum van de aanvraag.

Deze aanvraag dient vergezeld te zijn van een geneeskundig getuigschrift opgemaakt door de behandelende geneesheer, waaruit blijkt dat de rechthebbende voldoet aan de in artikel 1 bedoelde criteria.

De aanvraag wordt ingediend aan de hand van een formulier dat door het beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging op voorstel van de in artikel 32 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering bedoelde bestendige commissie wordt opgesteld.